

Art. 2. Les périodes d'évaluation et les procédures de recours en cours le jour qui précède l'entrée en vigueur du présent arrêté se poursuivent selon les dispositions qui étaient alors en vigueur.

Les périodes d'évaluation ne peuvent toutefois pas excéder un an à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 4. Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 11 février 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances
et du Développement durable, chargé de la Fonction publique,
S. VANACKERE

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,
H. BOGAERT

Art. 2. De evaluatieperiodes en de beroepsprocedures die lopen op de dag voor de inwerkingtreding van dit besluit worden voortgezet volgens de bepalingen die toen van kracht waren.

De evaluatieperiodes mogen evenwel niet langer duren dan één jaar vanaf de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 11 februari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën
en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken,
S. VANACKERE

De Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken,
H. BOGAERT

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION**

[C – 2013/00093]

11 FEVRIER 2013. — Arrêté royal octroyant une allocation aux membres du personnel de la fonction publique fédérale administrative qui effectuent certaines prestations

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté a pour objet d'instaurer un système cohérent et uniforme d'allocations permettant aux présidents des comités de direction et aux fonctionnaires dirigeants des Institutions publiques de sécurité sociales et des organismes d'intérêt publics visés à l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique de rémunérer les membres de leur personnel lorsqu'ils exigent d'eux des prestations ou des services hors de leurs prestations normales de travail.

Il s'inscrit aussi bien évidemment dans le respect de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public.

Le présent arrêté exclut à l'article 1^{er}, alinéa 2, toute une série de services, tels que par exemple ceux de la protection civile ou des établissements pénitentiaires, car ces services disposent de régimes d'organisation du travail très spécifiques.

La première situation visée par le présent arrêté est celle du membre du personnel qui effectue un service de garde.

On y distingue le service de garde passive et le service de garde active. Dans les deux cas, le membre du personnel doit rester joignable et disponible en dehors de ses heures de service. Le service de garde active implique en outre que le membre du personnel doit pouvoir se déplacer. Le mot « active » n'inclut donc pas le fait d'effectuer des prestations.

L'allocation de garde ne couvre que ce service de garde. Dès que le membre du personnel est appelé et effectue des prestations, son temps de travail est comptabilisé et donne droit à récupération. Le cas échéant, il perçoit aussi une allocation pour prestations irrégulières.

Un exemple courant de ce service de garde est la permanence de week-end de nombreux services ICT. La plupart du temps, il s'agit de garde passive.

C'est le Président du Comité de direction, le fonctionnaire dirigeant, ou son délégué qui décide, s'il y a nécessité de garde active ou passive et, dans ce cas, sur une base volontaire, qui l'exerce.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE**

[C – 2013/00093]

11 FEBRUARI 2013. — Koninklijk besluit tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt die bepaalde prestaties verrichten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit besluit heeft tot doel een coherent en uniform systeem van toelagen in te voeren dat het de voorzitters van de directiecomités en de leidend ambtenaren van de openbare instellingen van sociale zekerheid en van de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken mogelijk maakt hun personeelsleden te vergoeden wanneer zij van hen prestaties of diensten vereisen buiten hun normale arbeidsprestaties.

Het kadert uiteraard evenzeer binnen de naleving van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector.

Dit besluit sluit in het artikel 1, tweede lid, een hele reeks diensten uit, zoals bijvoorbeeld de diensten van de civiele bescherming of van de penitentiaire instellingen, want deze diensten beschikken over zeer specifieke arbeidsorganisatiestelsels.

De eerste situatie beoogd met dit besluit is de situatie van het personeelslid dat een wachtdienst verricht.

Men onderscheidt hier de passieve wachtdienst en de actieve wachtdienst. In beide gevallen moet het personeelslid bereikbaar en beschikbaar blijven buiten zijn diensturen. De actieve wachtdienst houdt daarenboven in dat het personeelslid zich moet kunnen verplaatsen. Het woord "actieve" houdt dus niet het feit in prestaties te verrichten.

De wachtoelage dekt louter deze wachtdienst. Zodra het personeelslid opgeroepen wordt en prestaties verricht, wordt zijn arbeidstijd geboekt en geeft deze recht op inhaalverlof. In voorkomend geval ontvangt hij ook een toelage voor onregelmatige prestaties.

Een gangbaar voorbeeld van deze wachtdienst is de weekendpermanentie van tal van ICT-diensten. Doorgaans betreft het een passieve wachtdienst.

Het is de voorzitter van het directiecomité, de leidend ambtenaar of zijn gemachtigde die beslist of er nood is aan een actieve of passieve wachtdienst en, als dat het geval is, op vrijwillige basis beslist wie deze verricht.

L'article 7 du présent arrêté prévoit que l'allocation de garde ne peut pas être attribuée aux membres du personnel dont la fonction exige d'être joignable de manière permanente. La remarque du Conseil d'Etat n' a pas été suivie dans la mesure où cet article ne pourra s'appliquer qu'au cas par cas.

La deuxième situation visée par le présent arrêté est celle du membre du personnel qui effectue des prestations en dehors des heures normales de service.

Cette situation n'est pas celle des membres du personnel qui travaillent en équipes successives ou dont l'horaire normal de travail comprend des prestations de nuit, de week-end ou jour férié. Il ne s'agit pas non plus des agents dont l'horaire normal comprend des prestations régulières de week-end, comme c'est le cas, par exemple pour certains musées.

C'est le Président du comité de direction, le fonctionnaire dirigeant, ou son délégué qui décide s'il y a nécessité de travail en dehors de l'horaire normal et, dans ce cas, sur une base volontaire, quels membres du personnel l'effectuent.

Le télétravailleur ne peut pas, sauf décision expresse contraire du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué, bénéficier de cette allocation car il effectue ses prestations pendant les heures ordinaires de travail.

Les prestations en dehors des heures normales de service sont les prestations effectuées la nuit, le samedi, le dimanche ou un jour férié. La prestation de nuit est définie comme étant la prestation accomplie entre vingt heures et six heures, conformément à l'article 10, alinéa 2, de la loi du 14 décembre 2000 précitée.

Il n'est pas précisé dans le présent arrêté si le temps de déplacement du membre du personnel à son lieu de travail est comptabilisé comme temps de travail. La remarque du Conseil d'Etat n'a pas été suivie car il n'appartient pas au Roi d'apporter cette précision. Il convient de se référer à l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 14 décembre 2000 précitée ainsi qu'à l'abondante jurisprudence en la matière.

Il est aussi prévu qu'en lieu et place de l'octroi d'une allocation pour des prestations effectuées en dehors des heures normales de service, le membre du personnel peut opter pour du repos compensatoire.

La troisième situation particulière visée par le présent arrêté est celle du membre du personnel qui travaille en équipe le jour ou/et la nuit ou/et le week-end et qui se trouve dès lors astreint à un horaire décalé.

Elle ne vise que les services où les travailleurs sont occupés successivement sur les mêmes postes de travail, selon un certain rythme, y compris le rythme rotatif, et qui peut être de type continu ou discontinu, entraînant pour les travailleurs la nécessité d'accomplir un travail à des heures différentes sur une période donnée de jours et de semaines. Les services qui ont des plages d'activité autres que les plages ordinaires du lundi au vendredi mais ne sont pas en activité permanente ne sont pas visés.

C'est le Président du Comité de direction ou le fonctionnaire dirigeant qui décide s'il y a lieu de recourir au travail en équipes successives. Il ne s'agit donc pas de la situation où les membres du personnel prestent la nuit et le week-end sans que le fonctionnaire dirigeant ait décidé d'avoir recours à la technique du travail en équipes successives, comme c'est par exemple le cas pour la protection civile ou pour les prisons.

Sauf s'il a été prévu dès le recrutement ou l'engagement, le travail en équipes successives ne peut se faire que sur une base volontaire.

Dispositions finales :

Le présent projet a aussi pour ambition d'uniformiser enfin le système des allocations et indemnités pour ces trois situations. Il abroge donc toutes les dispositions réglementaires concurrentes et spécifiques à certains services ou certains niveaux.

L'abrogation de l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations exceptionnelles est toutefois reportée au 1^{er} janvier 2014 afin de laisser aux services un temps d'adaptation. Il en est de même pour l'arrêté ministériel du 12 octobre 2007 octroyant une allocation pour service de garde aux membres du personnel du Conseil du Contentieux des Etrangers du Service public fédéral Intérieur.

Het artikel 7 van dit besluit bepaalt dat de wachttoelage niet mag worden toegekend aan de personeelsleden van wie de functie vereist permanent bereikbaar te zijn. De opmerking van de Raad van State werd niet gevolgd, daar dit artikel slechts geval per geval zal kunnen worden toegepast.

De tweede situatie beoogd met dit besluit is de situatie van het personeelslid dat prestaties verricht buiten de normale diensturen.

Deze situatie is niet de situatie van de personeelsleden die in opeenvolgende ploegen werken of waarvan het normale uurrooster nacht- of weekendprestaties of prestaties op feestdagen omvat. Het betreft evenmin personeelsleden waarvan het normale uurrooster regelmatige weekendprestaties omvat, zoals bijvoorbeeld het geval is voor sommige musea.

Het is de voorzitter van het directiecomité, de leidend ambtenaar of zijn gemachtigde die beslist of er nood is aan werk buiten het normale uurrooster en, als dat het geval is, op vrijwillige basis beslist welke personeelsleden dit verrichten.

De telewerker mag, behoudens uitdrukkelijk andersluidende beslissing van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde, deze toelage niet genieten, want hij verricht zijn prestaties tijdens de normale werkuren.

De prestaties buiten de normale diensturen zijn de prestaties die 's nachts, op zaterdag, zondag of een feestdag verricht worden. De nachtprestatie wordt bepaald als zijnde de prestatie verricht tussen twintig uur en zes uur, overeenkomstig artikel 10, tweede lid, van de voormelde wet van 14 december 2000.

In dit besluit wordt niet gepreciseerd of de verplaatsingstijd van het personeelslid naar zijn werkplaats als arbeidstijd wordt geboekt. De opmerking van de Raad van State werd niet gevolgd, want het is niet aan de Koning om deze precisering aan te brengen. Er dient verwezen te worden naar artikel 8, § 1 van de voormelde wet van 14 december 2000 en naar de overvloedige rechtspraak ter zake.

Er wordt ook bepaald dat in plaats van de toekenning van een toelage voor prestaties verricht buiten de normale diensturen het personeelslid kan kiezen voor inhaalrust.

De derde bijzondere situatie beoogd met dit besluit is de situatie van het personeelslid dat overdag en/of 's nachts of/en tijdens het weekend in ploegen werkt en dat derhalve genoopt is tot een glijdend uurrooster.

Ze beoogt enkel de diensten waar de werknemers na elkaar op dezelfde werkplek werken, volgens een bepaald rooster, ook bij toerbeurt en al dan niet continu, met als gevolg dat de werknemers over een bepaalde periode van dagen of weken op verschillende tijden moeten werken. De diensten die andere activiteitsperiodes dan de normale periodes van maandag tot vrijdag hebben, maar niet permanent actief zijn, worden niet beoogd.

Het is de voorzitter van het directiecomité of de leidend ambtenaar die beslist of er een beroep gedaan dient te worden op werk in opeenvolgende ploegen. Het gaat dus niet om de situatie waarin de personeelsleden 's nachts en tijdens het weekend werken zonder dat de leidend ambtenaar heeft beslist de techniek van het werken in opeenvolgende ploegen te gebruiken, zoals dat bijvoorbeeld het geval is voor de civiele bescherming of voor de gevangenis.

Behalve indien dit voorzien werd vanaf de aanwerving of de indienstneming kan het werk in opeenvolgende ploegen enkel gebeuren op vrijwillige basis.

Slotbepalingen :

Dit ontwerp streeft er ook naar eindelijk het systeem van de toelagen en vergoedingen voor deze drie situaties uniform te maken. Het heft dus alle niet in overeenstemming zijnde reglementaire bepalingen op die specifiek zijn voor bepaalde diensten of bepaalde niveaus.

De opheffing van het besluit van de Regent van 30 maart 1950 de toekenning regeland van toelagen wegens buitengewone prestaties wordt echter uitgesteld tot 1 januari 2014 om de diensten een aanpassingsperiode te laten. Hetzelfde geldt voor het ministerieel besluit van 12 oktober 2007 tot toekenning van een wachttoelage aan de personeelsleden van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken die wachtdienst verzekeren.

L'application des dispositions du présent arrêté relève de la pleine responsabilité des présidents de comité de direction et des fonctionnaires dirigeants. L'obligation générale de faire rapport à leur Ministre et à leur organe de gestion s'il y échet s'applique bien évidemment aux présentes dépenses. Le Ministre de la Fonction publique collectera chaque année les données relatives à l'application du présent arrêté, afin de pouvoir mesurer son impact global.

Pour le surplus, toutes les autres remarques du Conseil d'Etat ont été suivies.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
De votre Majesté,
le très respectueux et
le très fidèle serviteur,
Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances et du Développement durable,
chargé de la Fonction publique,
S. VANACKERE
Le Secrétaire d'Etat à la fonction publique,
H. BOGAERT

Conseil d'Etat section de législation avis 52.616/2 du 14 janvier 2013 sur un projet d'arrêté royal octroyant une allocation aux membres du personnel de la fonction publique fédérale administrative qui effectuent certaines prestations

Le 19 décembre 2012, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au Ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal octroyant une allocation aux membres du personnel de la fonction publique fédérale administrative qui effectuent certaines prestations.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 janvier 2013.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. Selon le projet de rapport au Roi,

« Le présent arrêté a pour objet d'instaurer un système cohérent et uniforme d'allocations permettant aux présidents des comités de direction et aux fonctionnaires dirigeants des institutions publiques de sécurité sociale et des organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique (1) de rémunérer les membres de leur personnel lorsqu'ils exigent d'eux des prestations ou des services hors leurs prestations normales de travail ».

Il résulte toutefois de l'article 1^{er}, alinéa 2, du projet que celui-ci ne s'applique pas

« 1^o aux titulaires d'une fonction de management ou d'une fonction d'encadrement exercées dans le cadre d'un mandat;

2^o aux membres du personnel des unités permanentes de la Protection civile, astreints au service des vingt-quatre heures;

3^o aux membres du personnel des centres fermés gérés par la Direction générale de l'Office des Etrangers dont l'horaire normal de travail comprend des prestations de nuit, de jours fériés ou de week-end;

4^o aux membres du personnel qui assurent la permanence à la Direction générale du Centre de crise du Service public fédéral Intérieur;

5^o aux membres du personnel des centres d'appels urgents 100, 101 et 112;

De toepassing van de bepalingen van dit besluit valt onder de volle verantwoordelijkheid van de voorzitters van een directiecomité en de leidend ambtenaren. De algemene verplichting verslag uit te brengen aan hun minister en aan hun beheersorgaan, in voorkomend geval, is uiteraard van toepassing op de huidige uitgaven. De minister van Ambtenarenzaken zal elk jaar de gegevens betreffende de toepassing van dit besluit verzamelen teneinde de globale impact ervan te kunnen meten.

Voor het overige werden alle andere opmerkingen van de Raad van State gevolgd.

We hebben de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en
zeer getrouwe dienaar,
De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling,
belast met Ambtenarenzaken,
S. VANACKERE
De Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken,
H. BOGAERT

Raad van State afdeling wetgeving advies 52.616/2 van 14 januari 2013 over een ontwerp van koninklijk besluit tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt die bepaalde prestaties verrichten

Op 19 december 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de Minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt die bepaalde prestaties verrichten'.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 januari 2013.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. In het verslag aan de Koning wordt het volgende aangegeven :

« Dit besluit heeft tot doel een coherent en uniform systeem van toelagen in te voeren dat het de voorzitters van de directiecomités en de leidend ambtenaren van de openbare instellingen van sociale zekerheid en van de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken (1) mogelijk maakt hun personeelsleden te vergoeden wanneer zij van hen prestaties of diensten vereisen buiten hun normale arbeidsprestaties. »

Uit artikel 1, tweede lid, van het ontwerp blijkt evenwel dat dit ontworpen besluit niet van toepassing is

« 1^o op de houders van een managementfunctie of staffunctie uitgeoefend in het kader van een mandaat;

2^o op de personeelsleden van de permanente eenheden van de Civiele Bescherming die een vierentwintiguursdienst moeten verrichten;

3^o op de personeelsleden van de gesloten centra onder het beheer van de Dienst Vreemdelingenzaken, voor wie nachtprestaties, feestdagen of weekenden tot hun normaal uurrooster behoren;

4^o op de personeelsleden die de permanentie verzekeren binnen de Algemene Directie van het Crisiscentrum van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken;

5^o op de personeelsleden van de noodoproepcentrales 100, 101 en 112;

6° aux membres du personnel des services extérieurs de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires ainsi qu'aux membres du personnel du service du monitoring de la surveillance électronique de la Direction générale des Maisons de Justice;

7° aux agents civils revêtus d'un grade spécifique du département d'état-major renseignement et sécurité du Ministère de la Défense ».

Les membres du personnel ainsi exclus entrent, en principe, dans le champ d'application de la loi précitée du 22 juillet 1993. Ils ne bénéficient cependant pas, aux termes du projet à l'examen, d'une allocation pour les prestations de travail qui y sont visées (prestations de garde, prestations en dehors des horaires normaux de travail, prestations par équipes successives), ce qui soulève la question d'une éventuelle différence de traitement prohibée par les articles 10 et 11 de la Constitution. Il convient que le rapport au Roi précise les raisons objectives pour lesquelles ces membres du personnel sont exclus du champ d'application du projet en indiquant par ailleurs les dispositifs prévoyant une telle allocation qui leur seraient éventuellement déjà applicables.

2.1. Le projet à l'examen se place, comme le rappelle le projet de Rapport au Roi, dans le respect de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public'. Il va cependant de soi qu'il doit également tenir compte d'autres dispositifs à savoir notamment la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail' et la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités'.

L'application combinée de ces textes législatifs appelle les observations suivantes.

2.2. Le projet de rapport au Roi distingue les prestations en dehors des heures normales de travail dont le règlement fait l'objet du chapitre IV du projet à l'examen, du travail en équipes successives et du travail comportant normalement des prestations de nuit, de week-end ou de jours fériés, ou du travail comportant des prestations régulières de week-end « comme c'est le cas, par exemple pour certains musées ».

L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, semble donc avoir pour objet de régler l'allocation afférente aux heures supplémentaires prestées le week-end, la nuit ou les jours fériés.

Dans cette mesure, il y a lieu de rappeler que les seules prestations supplémentaires c'est-à-dire en dehors de l'horaire normal de travail, qui peuvent être effectuées le dimanche ou la nuit sont celles qui entrent dans l'énumération respectivement prévue aux articles 7, § 2, et 11, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 14 décembre 2000. C'est également dans le respect de l'énumération prévue à l'article 5, § 2, de cette même loi du 14 décembre 2000, qu'il peut être dérogé à l'exigence des onze heures de repos entre deux prestations de travail.

2.3. La notion de « service de garde » recouvre un régime de travail comportant des prestations effectuées afin d'assurer une permanence. Dès lors que ces prestations ont un caractère habituel, elles doivent figurer dans le règlement de travail en application de l'article 6 de la loi précitée du 8 avril 1965. Il en résulte qu'avant de prendre la décision d'organiser des services de garde, comme l'énonce l'article 5 du projet, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué doit mener la procédure de concertation que prévoit cette loi de même que celle du 19 décembre 1974 précitée.

2.4. Conformément à l'article 15 de la loi précitée du 14 décembre 2000 et « sans préjudice du principe de continuité du service public », dans la mesure où un employeur n'occupe pas tous ses travailleurs dans des régimes de travail comportant habituellement des prestations de nuit, « l'insertion des travailleurs dans le cadre d'un de ces régimes de travail se fait sur une base volontaire ».

L'article 5 du projet, en érigeant en règle générale que le fonctionnaire dirigeant ou son délégué désigne ou fait désigner les membres du personnel affectés aux services de garde, n'entre pas, lorsque du travail de nuit est presté, dans la prévision de cet article 15 de la loi précitée du 14 décembre 2000.

L'article 5 du projet doit être revu de manière à éviter toute ambiguïté quant au fait que dans le cas où l'article 15 de la loi précitée du 14 décembre 2000 s'applique, le choix ou non du membre du personnel de travailler la nuit doit être respecté. Ceci ne vaut donc pas uniquement, comme le laisse supposer le projet de rapport au Roi, pour le travail en équipes successives.

6° op de personeelsleden van de buitendiensten van het directoraat-generaal Penitentiaire Instellingen alsook de personeelsleden van de dienst Monitoring Elektronisch Toezicht van het Directoraat-Generaal Justitiehuzen;

7° op de burgerlijke ambtenaren bekleed met een bijzondere graad van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging ».

De personeelsleden op wie het ontwerp aldus niet toepasselijk wordt verklaard, vallen in principe binnen het toepassingsgebied van de voormelde wet van 22 juli 1993. Volgens het voorliggende ontwerp komen zij evenwel niet in aanmerking voor een toelage voor de arbeidsprestaties die daarin worden vermeld (wachtdienst, prestaties buiten de normale uurroosters, werk in opeenvolgende ploegen), wat de vraag doet rijzen of dat geen verschil in behandeling meebrengt dat verboden is krachtens de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. In het verslag aan de Koning dienen de objectieve redenen te worden opgegeven waarom die personeelsleden buiten het toepassingsgebied van het ontwerp gehouden worden en moet voorts melding worden gemaakt van de regelingen die in zo een toelage voorzien en die eventueel reeds op hen van toepassing zijn.

2.1. Zoals in het ontwerp van verslag aan de Koning wordt aangegeven, past het voorliggend ontwerp binnen de naleving van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector'. Het spreekt echter vanzelf dat eveneens rekening moet worden gehouden met andere regelingen, namelijk inzonderheid de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen' en de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel'.

De gelijktijdige toepassing van die wetteksten geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2.2. In het ontwerp van verslag aan de Koning wordt een onderscheid gemaakt tussen prestaties buiten de normale diensten, die geregeld worden bij hoofdstuk IV van het voorliggend ontwerp, werk in opeenvolgende ploegen en werk dat normaliter nacht- of weekendprestaties of prestaties op feestdagen omvat of werk dat regelmatige weekendprestaties omvat, « zoals bijvoorbeeld het geval is voor sommige musea ».

Artikel 1, eerste lid, 2°, strekt dus blijkbaar tot regeling van de toelage voor extra uren die in het weekend, 's nachts of op feestdagen gepresteerd worden.

Daarom dient erop te worden gewezen dat de enige extra prestaties, dat wil zeggen prestaties buiten het normale werkrooster, die 's zondags of 's nachts kunnen worden verricht die zijn welke vervat liggen in de opsomming die voorkomt in respectievelijk artikel 7, § 2, en artikel 11, eerste lid, van de voornoemde wet van 14 december 2000. Voorts kan in de gevallen opgesomd in artikel 5, § 2, van diezelfde wet van 14 december 2000 afgeweken worden van het vereiste dat tussen twee arbeidsprestaties elf uren rust moeten liggen.

2.3. Het begrip « wachtdienst » slaat op een arbeidsregeling die prestaties omvat die verricht worden om een permanentie te verzorgen. Als gewoonlijk zulke prestaties geleverd worden, dienen die prestaties krachtens artikel 6 van de voormelde wet van 8 april 1965 in het arbeidsreglement te worden vermeld. Daaruit volgt dat de leidend ambtenaar of zijn gemachtigde die een beslissing tot de organisatie van wachtdiensten zoals bepaald in artikel 5 van het ontwerp wil nemen, eerst de overlegprocedure dient te voeren waarin diezelfde wet alsook die van 19 december 1974 voorziet.

2.4. Overeenkomstig artikel 15 van de voormelde wet van 14 december 2000 « kunnen werknemers alleen vrijwillig in dienst worden genomen » in het kader van arbeidsregelingen die gewoonlijk nachtwerk inhouden indien de werkgever niet al zijn werknemers op basis van dergelijke arbeidsregelingen tewerkstelt, weliswaar « onverminderd het principe van de continuïteit van de openbare dienst ».

Artikel 5 van het ontwerp, waarin als algemene regel wordt gesteld dat de leidend ambtenaar of zijn gemachtigde de personeelsleden van de wachtdiensten aanstelt of laat aanstellen, beantwoordt niet aan de bepalingen van dat artikel 15 van de voormelde wet van 14 december 2000 wanneer nachtwerk wordt verricht.

Artikel 5 van het ontwerp dient aldus te worden herzien dat elke dubbelzinnigheid wordt vermeden aangaande het feit dat wanneer artikel 15 van de voormelde wet van 14 december 2000 van toepassing is, de keuze van het personeelslid om al dan niet 's nachts te werken gerespecteerd moet worden. Zulks geldt dus niet alleen voor het werk in opeenvolgende ploegen in tegenstelling tot de indruk die in het ontwerp van verslag aan de Koning wordt gewekt.

3. Dans la mesure où le projet à l'examen entraîne une diminution des allocations actuellement perçues pour les prestations qui entrent dans son champ d'application matériel, il y a lieu, en ce qui concerne les membres du personnel engagés dans les liens d'un contrat de travail, de faire signer, par les deux parties à la relation de travail, un avenant dans lequel le nouveau montant de l'allocation sera mentionnée. Cette allocation entre en effet dans la notion de rémunération considérée comme un élément essentiel de la formation du contrat de travail (articles 2 et 3 de la loi du 3 juillet 1978 'relative aux contrats de travail').

Observations particulières

Préambule

1. Le préambule du projet mentionne à titre de fondement juridique les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution. Ces articles ont uniquement trait à l'administration centrale de l'Etat fédéral et pas aux administrations fédérales décentralisées. Or l'article 1^{er} du projet en renvoyant à la loi précitée du 22 juillet 1993 afin d'en déterminer le champ d'application prévoit un champ d'application plus large que la seule administration centrale.

L'auteur du projet doit dès lors rechercher les fondements juridiques du projet pour les personnes morales de droit public mentionnées à l'article 1^{er}, 3^o, de la loi précitée du 22 juillet 1993.

Il veillera au parfait accomplissement d'éventuelles formalités préalables imposées par ces dispositions et les mentionnera au préambule du projet.

2. Outre les alinéas à insérer pour mentionner le fondement juridique du projet pour le personnel des personnes morales de droit public mentionnées par l'article 1^{er}, 3^o, de la loi précitée du 22 juillet 1993, il faut mentionner le fondement juridique du projet pour les agents contractuels, à savoir l'article 4, § 2, 1^o, de la loi précitée du 22 juillet 1993.

3. Il faut insérer un nouvel alinéa relatif à l'avis du Collège des Institutions publiques de sécurité sociale.

4. Il faut insérer de nouveaux alinéas qui citeront les actes modifiés ou abrogés par le projet.

5. Par contre, il ne faut pas mentionner sous la forme d'un visa l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités, allocations et primes quelconques accordées au personnel des services publics fédéraux qui n'est ni modifié ni abrogé par le projet examiné et ne peut pas lui procurer un fondement juridique.

Dispositif

Article 2

L'article 2, 2^o, définit un jour férié comme suit :

« tous les jours fériés visés à l'article 14, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat ».

Ce paragraphe est rédigé comme suit :

« § 1^{er}. L'agent est en congé les jours fériés énumérés à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés ainsi que [...], le 2 novembre, le 15 novembre et le 26 décembre ».

Le mot « férié » dans la définition en projet crée une ambiguïté en ce que, dans une lecture littérale, le 2 novembre, le 15 novembre et le 26 décembre pourraient ne pas être visés alors que ce mot n'est pas nécessaire. Il sera omis de la définition.

Article 6

Le sigle € ne s'utilise jamais et le code ISO « EUR » s'emploie uniquement dans des tableaux. Il faut donc employer le mot « euro » (2). Cette observation vaut également pour l'article 19.

3. Voor zover het voorliggende ontwerp leidt tot een vermindering van de toelagen die thans gangbaar zijn voor prestaties die binnen het materiële toepassingsgebied ervan vallen, dient men voor de personeelsleden die op basis van een arbeidsovereenkomst in dienst genomen zijn, de twee partijen die door de arbeidsrelatie gebonden zijn een bijvoegsel bij de arbeidsovereenkomst te laten ondertekenen waarin het nieuwe bedrag van de toelage moet worden vermeld. Die toelage valt immers onder het begrip loon dat beschouwd wordt als een wezenlijk gegeven in de totstandkoming van de arbeidsovereenkomst (artikelen 2 en 3 van de wet van 3 juli 1978 'betreffende de arbeidsovereenkomsten').

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In de aanhef van het ontwerp worden de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet als rechtsgrond vermeld. Die artikelen hebben alleen betrekking op het centraal bestuur van de federale Staat en niet op de gedecentraliseerde federale besturen. Artikel 1 van het ontwerp, waarin naar de voormelde wet van 22 juli 1993 wordt verwezen om het toepassingsgebied ervan te bepalen, voorziet evenwel in een ruimer toepassingsgebied dan alleen het centraal bestuur.

De steller van het ontwerp dient dan ook op zoek te gaan naar de rechtsgronden van het ontwerp voor de publiekrechtelijke rechtspersonen vermeld in artikel 1, 3^o, van de voormelde wet van 22 juli 1993.

Hij dient erop toe te zien dat voorafgaande vormvereisten die eventueel door die bepalingen voorgeschreven zouden zijn volledig vervuld worden en hij moet die in de aanhef van het ontwerp vermelden.

2. Naast de leden die ingevoegd dienen te worden om de rechtsgrond van het ontwerp op te geven voor het personeel van de publiekrechtelijke rechtspersonen vermeld in artikel 1, 3^o, van de voormelde wet van 22 juli 1993, dient een lid te worden ingevoegd om melding te maken van de rechtsgrond van het ontwerp voor de contractuele personeelsleden, namelijk artikel 4, § 2, 1^o, van de voormelde wet van 22 juli 1993.

3. Er dient een nieuw lid te worden ingevoegd betreffende het advies van het College van de openbare instellingen van sociale zekerheid.

4. Voorts dienen nieuwe leden te worden ingevoegd waarin melding wordt gemaakt van de teksten die bij het ontwerp gewijzigd of opgeheven worden.

5. Daarentegen behoort niet in de vorm van een aanhefverwijzing melding te worden gemaakt van het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel van de federale overheidsdiensten dat door het voorliggend ontwerp niet gewijzigd of opgeheven wordt en daarvoor geen rechtsgrond kan opleveren.

Dispositief

Artikel 2

In artikel 2, 2^o, wordt een feestdag gedefinieerd als volgt :

« alle feestdagen bedoeld in artikel 14, § 1 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen ».

Die paragraaf is geredigeerd als volgt :

« § 1. De ambtenaar is met verlof op de feestdagen, die zijn opgesomd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen alsook op (...), 2 november, 15 november en 26 december ».

Het woorddeel « feest- » in de ontworpen definitie doet verwarring ontstaan doordat het mogelijk maakt dat 2 november, 15 november en 26 december bij een letterlijke lezing niet in aanmerking worden genomen, terwijl dat woorddeel niet noodzakelijk is. Het moet uit de definitie worden weggelaten.

Artikel 6

Het symbool € wordt nooit gebruikt en de ISO-code « EUR » wordt enkel in tabellen gebruikt. Men gebruikte dus het woord « euro » (2). Deze opmerking geldt ook voor artikel 19.

Article 7

L'article 7 du projet exclut du chapitre relatif aux services de garde et de l'allocation qui y est prévue, « les membres du personnel dont la fonction exige d'être joignable de manière permanente ».

Cette disposition est rédigée en des termes très généraux et le projet de rapport au Roi n'apporte aucune précision quant à sa portée.

Selon le fonctionnaire délégué, l'hypothèse est celle, par exemple, du porte-parole des affaires étrangères, dont la fonction exige d'être joignable de manière permanente.

La disposition en projet doit être revue de manière à ce que son champ d'application personnel soit clairement défini, si possible par une énumération des membres du personnel ainsi concernés. Le rapport au Roi sera par ailleurs complété de manière à faire apparaître les spécificités liées aux fonctions ainsi visées qui justifient que ceux qui les exercent sont exclus du bénéfice de l'allocation de nuit, notamment au regard du profil de fonction et de la rémunération qui y est attachée.

Article 8

1. La loi précitée du 14 décembre 2000 constituant le cadre dans lequel le texte en projet doit s'inscrire, il n'est pas de la compétence de ses auteurs de définir, comme ils le font indirectement à l'article 8, la notion de prestations de nuit. Cette notion est en effet intimement liée à celle de travail de nuit que définit l'article 10, alinéa 2, de la loi précitée du 14 décembre 2000 en prévoyant qu'il s'agit du travail exécuté entre vingt heures et six heures, tranches horaires reprises par le projet. L'intention de l'auteur du projet est d'énoncer les conditions de l'octroi d'un congé compensatoire ou d'une allocation afférente à des prestations effectuées dans une certaine tranche horaire. Les mots « la nuit, à savoir » seront omis et les articles 10 et 11, alinéa 2, seront modifiés pour remplacer les mots « la nuit » dans le passage « la nuit qui précède un dimanche ou un jour férié » par l'indication d'une tranche horaire.

2. L'article 4 de l'arrêté ministériel du 18 octobre 2002 octroyant une indemnité de garde à certains membres du personnel en service dans les centres fermés du Ministère de l'Intérieur, que l'article 15, 15°, du projet abroge, prévoit que

« Le temps de déplacement du membre du personnel à son lieu de travail est comptabilisé comme temps de travail ».

Il est dès lors suggéré, dans un souci de sécurité juridique, de compléter le projet afin de prévoir expressément que le temps de déplacement n'est pas comptabilisé comme temps de travail puisque telle est, selon le fonctionnaire délégué, l'intention de l'auteur du projet.

3. Si le texte en projet prévoit que « chaque fraction d'heure égale ou supérieure à trente minutes pour laquelle des prestations ont été effectuées en dehors des horaires ordinaires de travail est considérée comme une heure de prestation », il ne prévoit rien, à la différence des arrêtés abrogés qui prévoient une règle similaire, pour les fractions inférieures. Selon le fonctionnaire délégué, les fractions d'heures inférieures ne seront pas prises en compte. Il y a lieu de compléter le projet afin de la prévoir expressément.

Article 9

L'article 9, alinéa 2, du projet dispose que

« Le télétravail ne donne pas droit à l'allocation pour prestations en dehors des horaires ordinaires de travail, sauf décision expresse contraire du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué ».

L'article 6 de l'arrêté royal du 22 novembre 2006 relatif au télétravail dans la fonction publique fédérale administrative prévoit ce qui suit :

« § 1^{er}. Pendant le télétravail, le télétravailleur conserve les mêmes droits et obligations que pendant les heures prestées dans les locaux de l'employeur;

(...)

Artikel 7

Luidens artikel 7 van het ontwerp is het hoofdstuk betreffende de wachtdiensten en de daarin bepaalde toelage niet van toepassing op « de personeelsleden van wie de functie vereist dat ze permanent bereikbaar zijn ».

Deze bepaling is in zeer algemene bewoordingen gesteld en het ontwerp van verslag aan de Koning bevat geen enkele precisering betreffende de strekking ervan.

Volgens de gemachtigde ambtenaar betreft het hier het geval van bijvoorbeeld de woordvoerder van Buitenlandse Zaken, wiens functie een permanente bereikbaarheid vereist.

De ontworpen bepaling moet worden herzien zodat de personele werkingsfeer ervan duidelijk wordt omschreven, indien mogelijk door middel van een opsomming van de betrokken personeelsleden. Voorts moet het verslag aan de Koning worden aangevuld zodat duidelijk wordt welke specifieke kenmerken van de aldus bedoelde functies rechtvaardigen dat de personen die de functie uitoefenen de nachttoelage niet kunnen genieten, inzonderheid gelet op het functieprofiel en de daarmee samenhangende vergoeding.

Artikel 8

1. Aangezien de voornoemde wet van 14 december 2000 het kader vormt waarin de ontworpen regeling moet worden ingepast, komt het de stellers van het ontwerp niet toe het begrip nachtprestaties te definiëren, zoals ze dat onrechtstreeks doen in artikel 8. Dat begrip hangt immers nauw samen met dat van nachtarbeid gedefinieerd in artikel 10, tweede lid, van de voornoemde wet van 14 december 2000 als zijnde de arbeid verricht tussen twintig uur en zes uur. Het is de bedoeling van de steller van het ontwerp de voorwaarden vast te stellen voor het toekennen van een compensatieverlof of een toelage voor prestaties verricht binnen een bepaald tijdblok. De woorden « tijdens de nacht, te weten » moeten worden weggelaten en de artikelen 10 en 11, tweede lid, moeten worden gewijzigd teneinde de woorden « de nacht » in de passus « de nacht die aan een zon- of feestdag voorafgaat » door de vermelding van een tijdblok te vervangen.

2. Artikel 4 van het ministerieel besluit van 18 oktober 2002 tot toekenning van een wachtvergoeding aan sommige personeelsleden in dienst in de gesloten centra van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, dat opgeheven wordt bij artikel 15, 15°, van het ontwerp, voorziet in het volgende :

« De tijd voor de verplaatsing van het personeelslid naar de plaats van zijn werk, wordt aangerekend als arbeidstijd. »

Met het oog op de rechtszekerheid wordt derhalve in overweging gegeven het ontwerp aan te vullen teneinde uitdrukkelijk te bepalen dat de tijd voor de verplaatsing niet als werktijd wordt meegerekend, aangezien zulks volgens de gemachtigde ambtenaar de bedoeling is van de steller van het ontwerp.

3. Alhoewel de ontworpen tekst bepaalt dat « elk deel van een uur, gelijk aan of meer dan dertig minuten, waarin prestaties zijn verricht buiten de gewone werkuren, wordt beschouwd als een werkuur », wordt, in tegenstelling tot de opgeheven besluiten die in een soortgelijke regel voorzien, niets bepaald in verband met de kleinere uurdelen. Volgens de gemachtigde ambtenaar moeten de kleinere uurdelen niet in aanmerking worden genomen. Het ontwerp moet worden aangevuld teneinde zulks uitdrukkelijk te bepalen.

Artikel 9

Artikel 9, tweede lid, van het ontwerp luidt als volgt :

« Telewerk geeft geen recht op de toelage voor prestaties buiten de normale uurroosters, behoudens uitdrukkelijk andersluidende beslissing van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde ».

Artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 november 2006 betreffende het telewerk in het federaal administratief openbaar ambt luidt als volgt :

« § 1. Gedurende het telewerk, behoudt de telewerker dezelfde rechten en plichten als gedurende de op de werkvloer van de werkgever verrichte uren.

(...)

§ 3. Le télétravailleur gère l'organisation de son travail dans le respect de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public' et de la proposition visée à l'article 9 ».

Cet article 9 requiert en effet une proposition écrite rédigée de commun accord par l'employeur et le télétravailleur, qui doit comporter un certain nombre de mentions notamment, que le télétravail soit effectué de manière régulière ou non, « les moments ou périodes pendant lesquels le télétravailleur doit être joignable » (article 9, § 2, 3°, et § 3 de l'arrêté royal précité du 22 novembre 2006). Si, dans le respect de la loi précitée du 14 décembre 2000 (3), des prestations en dehors des horaires normaux de travail s'imposent au télétravailleur, le Conseil d'Etat n'aperçoit pour quelles raisons il ne bénéficierait pas de l'allocation que perçoivent les autres membres du personnel effectuant les mêmes prestations, la simple différence existant entre ces deux catégories de travailleurs quant au lieu de la prestation n'apparaissant pas suffisante pour être déterminante en l'espèce. Ceci s'impose d'autant plus compte tenu de l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal précité du 22 novembre 2006.

A défaut de pouvoir la justifier la différence de traitement résultant de l'article 9, alinéa 2, du projet, celui-ci doit être revu.

Articles 15 à 20

1. Le projet examiné abroge de nombreux arrêtés qui octroient des allocations pour prestations irrégulières et feraient ainsi doublon. Dans le délai imparti pour l'examen de la demande d'avis, le Conseil d'Etat n'a pas pu procéder à un examen exhaustif des dispositions actuellement en vigueur. Il lui semble toutefois que d'autres textes doivent être abrogés tels l'arrêté royal du 13 août 1984 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre' ou l'arrêté ministériel du 16 janvier 1998 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture'. L'auteur du projet est invité à vérifier s'il n'y a pas lieu d'abroger ces arrêtés ou d'autres arrêtés.

2. Il y a lieu de compléter ces articles afin de mentionner l'historique des actes modifiés ou abrogés qui ont été précédemment modifiés.

3. A l'article 15, 21°, il y a lieu de remplacer les mots « du Service public fédéral Santé et Environnement » par les mots « de l'Institut scientifique de Santé publique » afin de mentionner l'intitulé exact de l'arrêté abrogé.

Article 22

1. En reportant l'abrogation de certains régimes particuliers d'allocations pour des prestations irrégulières, l'auteur du projet crée une différence de traitement qu'il lui appartient de pouvoir justifier objectivement au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

2. L'article 22 tel que rédigé ne garantit pas aux intéressés de toujours bénéficier d'un délai de dix jours pour prendre connaissance des nouvelles dispositions et s'y conformer. Il est suggéré d'écrire « qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge* » au lieu de « qui suit celui auquel il aura été publié au *Moniteur belge* » (4).

3. Le projet soumis à la section de législation ne comportant pas d'article 21, la numération des articles 22 et 23 doit être revue.

§ 3. De telewerker zorgt voor de organisatie van zijn werk rekening houdend met de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector en van het voorstel bedoeld in artikel 9 ».

Dit artikel 9 vereist immers een schriftelijk voorstel, in onderlinge overeenstemming door de werkgever en de telewerker opgemaakt, dat een bepaald aantal gegevens moet vermelden, onder andere « de ogenblikken waarop of de periodes tijdens welke de telewerker bereikbaar moet zijn » (artikel 9, § 2, 3°, en § 3 van het voornoemde koninklijk besluit van 22 november 2006), ongeacht of het telewerk al dan niet op regelmatige basis wordt verricht. Indien prestaties buiten de normale werkuren, met inachtneming van de voornoemde wet van 14 december 2000 (3), voor de telewerker noodzakelijk zijn, begrijpt de Raad van State niet waarom deze telewerker niet in aanmerking zou komen voor de toelage die de andere personeelsleden die dezelfde prestaties verrichten, ontvangen, terwijl het loutere verschil tussen deze twee categorieën werknemers betreffende de plaats van de arbeidsprestatie, in casu, naar het zich laat aanzien, niet doorslaggevend kan zijn. Dit geldt des te meer in het licht van artikel 6, § 1, van het voornoemde koninklijk besluit van 22 november 2006.

Indien het verschil in behandeling dat voortvloeit uit artikel 9, tweede lid, van het ontwerp, niet kan worden gerechtvaardigd, moet dat artikel worden herzien.

Artikelen 15 tot 20

1. Het voorliggende ontwerp heft tal van besluiten op waarbij vergoedingen voor onregelmatige prestaties worden toegekend en die aldus een dubblure ervan zouden vormen. Binnen de tijd die toegemeten is voor het onderzoek van de adviesaanvraag heeft de Raad van State de thans geldende bepalingen niet exhaustief kunnen onderzoeken. Het schijnt hem evenwel toe dat andere teksten moeten worden opgeheven, zoals het koninklijk besluit van 13 augustus 1984 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers' of het ministerieel besluit van 16 januari 1998 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het Ministerie van Middenstand en Landbouw'. De steller van het ontwerp dient na te gaan of deze of andere besluiten niet moeten worden opgeheven.

2. Deze artikelen moeten worden aangevuld teneinde de ontstaansgeschiedenis van de gewijzigde of opgeheven besluiten die voordien zijn gewijzigd, te vermelden.

3. In artikel 15, 21°, moeten in de Franse tekst de woorden « du Service public fédéral Santé et Environnement » worden vervangen door de woorden « de l'Institut scientifique de Santé publique » teneinde het juiste opschrift van het opgeheven besluit te vermelden.

Artikel 22

1. Door de opheffing van bepaalde bijzondere stelsels van toelagen voor onregelmatige prestaties uit te stellen, roept de steller van het ontwerp een verschil in behandeling in het leven dat hij objectief moet kunnen rechtvaardigen in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

2. Zoals artikel 22 is gesteld, waarborgt het de betrokkenen niet dat ze altijd over een termijn van tien dagen beschikken om van de nieuwe bepalingen kennis te nemen en ze in acht te nemen. Er wordt in overweging gegeven te schrijven : « die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* » in plaats van « die volgt op de maand waarin het gepubliceerd wordt in het *Belgisch Staatsblad* » (4).

3. Aangezien het ontwerp dat aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd geen artikel 21 bevat, moet de nummering van de artikelen 22 en 23 worden herzien.

Article 23

Il n'y a pas lieu mentionner les Secrétaires d'Etat (5).

Le greffier, Le président,
A.-C. VAN GEERSDAELE. Y. KREINS.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 14 janvier 2013. La chambre était composée de Yves Kreins, président de chambre, Pierre Vandernoot et Martine Baguet, conseillers d'Etat, Sébastien Van Drooghenbroeck et Jacques Englebert, assesseurs, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves Delval, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine Baguet.

Notes

(1) Entrent, aux termes de son article premier, dans le champ d'application de cette loi :

« 1° les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation ainsi que les services qui en dépendent;

2° le personnel civil du Ministère de la Défense ou de toute autre dénomination qui lui succéderait;

3° les personnes morales de droit public suivantes :

- la Régie des bâtiments;
- l'Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire;
- le Bureau d'Intervention et de Restitution belge;
- l'Office central d'Action sociale et culturelle du Ministère de la Défense;
- l'Institut géographique national;
- l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de la guerre;
- l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités;
- l'Office de contrôle des assurances;
- l'Office de Sécurité sociale d'Outre-mer;
- le Fonds des accidents du travail;
- le Fonds des maladies professionnelles;
- la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins;
- la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité;
- la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage;
- l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;
- l'Office national de sécurité sociale;
- l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales;
- l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;
- l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;
- l'Office national des vacances annuelles;
- l'Office national de l'emploi;
- l'Office national des pensions;
- la Banque-Carrefour de la sécurité sociale;
- le Bureau fédéral du Plan;
- l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes;
- le Service des Pensions du Secteur public;
- Agence des appels aux services de secours;
- Agence fédérale des Médicaments et des Produits de santé;
- la plate-forme eHealth;
- le Fonds des accidents médicaux. ”

(2) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n° 6.4.

(3) Voir observation générale 2.2 ci-avant.

(4) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n° 152.1.

(5) Ibid., recommandation n° 167.

Artikel 23

Staatssecretarissen moeten niet worden vermeld (5).

De griffier, De voorzitter,
A.-C. VAN GEERSDAELE. Y. KREINS.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 14 januari 2013. De kamer was samengesteld uit Yves Kreins, kamer-voorzitter, Pierre Vandernoot en Martine Baguet, staatsraden, Sébastien Van Drooghenbroeck en Jacques Englebert, assessoren, en Anne-Catherine Van Geersdaele, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves Delval, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine Baguet.

Nota's

(1) Volgens artikel 1 van die wet vallen de volgende diensten binnen het toepassingsgebied van die wet :

« 1° de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten en de diensten die ervan afhangen;

2° het burgerpersoneel van het Ministerie van Landsverdediging of van elke andere benaming die het zou opvolgen;

3° de volgende rechtspersonen van publiek recht :

- de Regie der gebouwen;
- het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen;
- het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau;
- de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie van het Ministerie van Landsverdediging;
- het Nationaal Geografisch Instituut;
- het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers;
- de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;
- de Controledienst voor de verzekeringen;
- de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid;
- het Fonds voor arbeidsongevallen;
- het Fonds voor beroepsziekten;
- de Hulp- en verzorgingskas voor zeevarenden;
- de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen;
- de Rijksdienst voor de kinderbijslag voor werknemers;
- de Rijksdienst voor sociale zekerheid;
- de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;
- het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;
- het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie;
- de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;
- de Rijksdienst voor pensioenen;
- de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;
- het Federaal Planbureau;
- het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen;
- de Pensioendienst voor de overheidssector;
- het Agentschap voor de oproepen tot de hulpdiensten;
- Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten;
- het eHealth-platform;
- het Fonds voor de medische ongevallen".

(2) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 6.4.

(3) Zie algemene opmerking 2.2, supra.

(4) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 152.1.

(5) Ibid., aanbeveling 167.

11 FEVRIER 2013. — Arrêté royal octroyant une allocation aux membres du personnel de la fonction publique fédérale administrative qui effectuent certaines prestations

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, remplacé par la loi du 22 juillet 1993 et modifié par la loi du 24 décembre 2002;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, l'article 1^{er}, 3^o, modifié en dernier lieu par la loi du 29 décembre 2010, et l'article 4, § 2, 1^o, inséré par la loi du 20 mai 1997;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités, allocations et primes quelconques accordées au personnel des services publics fédéraux;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment l'article 21, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1981 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations dominicales ou nocturnes à certains membres du personnel de l'Institut géographique national;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1984 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Vu l'arrêté royal du 3 février 2002 réglant l'octroi d'une allocation pour travail supplémentaire à certains membres du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

Vu l'arrêté royal du 20 septembre 2002 réglant certaines prestations irrégulières de certains agents du ministère de l'Emploi et du Travail, du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, de l'Office national de l'Emploi et de l'Office national de Sécurité sociale;

Vu l'arrêté royal du 21 janvier 2005 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

Vu l'arrêté royal du 2 juillet 2008 octroyant une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Service public fédéral Intérieur surveillant le respect de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et ses arrêtés d'exécution, la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé et ses arrêtés d'exécution et la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football;

Vu l'arrêté royal du 18 septembre 2008 octroyant une allocation aux agents de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire qui assurent un service de garde à domicile;

Vu l'arrêté ministériel du 12 avril 1965 relatif à l'octroi de certaines indemnités et allocations à divers agents du Ministère des Finances, article 4;

Vu l'arrêté ministériel du 19 octobre 1967 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du département de la Défense nationale;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 1969 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Ministère de l'Intérieur;

Vu l'arrêté ministériel du 15 novembre 1989 portant octroi d'une allocation pour sujétions spéciales à certains agents du Ministère des Finances;

Vu l'arrêté ministériel du 16 janvier 1998 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture;

Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 1998 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières aux membres du personnel du Service public fédéral Justice;

Vu l'arrêté ministériel du 5 janvier 1999 relatif à l'octroi d'une allocation à certains membres du personnel civil qui assurent un service de garde à domicile;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

11 FEBRUARI 2013. — Koninklijk besluit tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt die bepaalde prestaties verrichten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid artikel 11, § 1, tweede lid, vervangen door de programmawet van 24 december 2002;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, artikel 1, 3^o, laatste gewijzigd bij de wet van 29 december 2010, en artikel 4, § 2, 1^o, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel van de federale overheidsdiensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 6 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid artikel 21, § 1;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 maart 1950 de toekenning regelend van toelagen wegens buitengewone prestaties;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1981 tot regeling van de toekenning van een toelage voor zondags- en nachtarbeid aan sommige leden van het personeel van het Nationaal geografisch instituut;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1984 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het National Instituut voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 februari 2002 de toekenning regelend van een toelage wegens overwerk aan sommige personeelsleden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 september 2002 tot regeling van bepaalde onregelmatige prestaties van zekere personeelsleden van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 januari 2005 tot toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juli 2008 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken dat toeziet op de naleving van de wet van 10 april 1999 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid en haar uitvoeringsbesluiten, de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective en haar uitvoeringsbesluiten en de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 september 2008 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen die een wachtdienst ten huize verzekeren;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 april 1965 betreffende de toekenning van sommige vergoedingen en toelagen aan verschillende personeelsleden van het Ministerie van Financiën, artikel 4;

Gelet op het ministerieel besluit van 19 oktober 1967 tot toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het departement van Landsverdediging;

Gelet op het ministerieel besluit van 31 juli 1969 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het Ministerie van Binnenlandse Zaken;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 november 1989 houdende toekenning van een toelage voor bijzondere dienstverplichtingen aan sommige ambtenaren van het Ministerie van Financiën;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 januari 1998 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het Ministerie van Middenstand en Landbouw;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 september 1998 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan de personeelsleden van het Federale Overheidsdienst Justitie;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 januari 1999 betreffende het verlenen van een toelage aan sommige leden van het burgerpersoneel die een wachtdienst ten huize verzekeren;

Gelet op het ministerieel besluit van 14 januari 2000 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

Vu l'arrêté ministériel du 5 février 2001 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières à certains membres du personnel des établissements scientifiques fédéraux relevant du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions;

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 2002 octroyant une indemnité de garde à certains membres du personnel en service dans les centres fermés du Ministère de l'Intérieur;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 2004 octroyant des compensations aux agents du Service des Tutelles et de l'autorité centrale d'Entraide civile du Service public fédéral Justice qui assurent un service de garde à domicile;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2005 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Service public fédéral Personnel et Organisation;

Vu l'arrêté ministériel du 12 octobre 2007 octroyant une allocation pour service de garde aux membres du personnel du Conseil du Contentieux des Étrangers du Service public fédéral Intérieur qui assurent un service de garde;

Vu l'arrêté ministériel du 3 juillet 2008 octroyant une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Service public fédéral Intérieur qui reçoit en dehors des heures de bureau les déclarations de perte, vol ou destruction des cartes d'identité électronique;

Vu l'arrêté ministériel du 27 octobre 2009 octroyant une allocation aux membres du personnel du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement qui, suite à une situation de crise, assurent un service de garde et/ou fournissent des prestations irrégulières;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2009 octroyant une allocation aux membres du personnel de l'Institut scientifique de Santé publique qui, suite à une situation de crise, assurent un service de garde et/ou fournissent des prestations irrégulières;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 octroyant une allocation aux membres du personnel du Centre d'Etude et de Recherches vétérinaires et agrochimiques qui, suite à une situation de crise, assurent un service de garde et/ou fournissent des prestations irrégulières;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 juillet 2012;

Vu l'avis du Collège des Institutions publiques de Sécurité sociale, donné le 18 juin 2012;

Vu le protocole n° 674 du 10 décembre 2012 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu l'avis 52.616/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 janvier 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique, du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, et de l'avis des Ministres qui ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel de la fonction publique fédérale administrative, telle que définie dans la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, qui, moyennant le respect de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public,

1° soit assurent un service de garde;

2° soit sont astreints, autrement que par équipes successives, à des prestations en dehors des horaires ordinaires de travail;

3° soit travaillent en équipes successives.

Il ne s'applique pas :

1° aux titulaires d'une fonction de management ou d'une fonction d'encadrement exercées dans le cadre d'un mandat;

2° aux membres du personnel des unités permanentes de la Protection civile, astreints au service des vingt-quatre heures;

3° aux membres du personnel des centres fermés gérés par la Direction générale de l'Office des Étrangers dont l'horaire normal de travail comprend des prestations de nuit, de jours fériés ou de week-end;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 februari 2001 houdende regeling van de toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan sommige personeelsleden van de federale wetenschappelijke instellingen die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 oktober 2002 tot toekenning van een wachtvergoeding aan sommige personeelsleden in dienst in de gesloten centra van het Ministerie van Binnenlandse Zaken;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 juli 2004 tot toekenning van compensaties aan de personeelsleden van de Dienst Voogdij en de centrale autoriteit Rechtshulp in Burgerlijke Zaken bij de Federale Overheidsdienst Justitie die een wachtdienst ten huize verzekeren;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 december 2005 tot regeling van de toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties voor de personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 oktober 2007 tot toekenning van een wachttoelage aan de personeelsleden van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken die wachtdienst verzekeren;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 juli 2008 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken dat buiten de kantooruren de aangiften van verlies, diefstal of vernieling van elektronische identiteitskaarten ontvangt;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 oktober 2009 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, die ten gevolge van een crisissituatie een wachtdienst dienen te verzekeren en/of onregelmatige prestaties dienen te leveren;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2009 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid, die ten gevolge van een crisissituatie een wachtdienst dienen te verzekeren en/of onregelmatige prestaties dienen te leveren;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 oktober 2009 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het Centrum voor Onderzoek in diergeneeskunde en agrochemie, die ten gevolge van een crisissituatie een wachtdienst dienen te verzekeren en/of onregelmatige prestaties dienen te leveren;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 juni 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 5 juli 2012;

Gelet op het advies van het College van de Openbare Instellingen van Sociale Zekerheid, gegeven op 18 juni 2012;

Gelet op het protocol nr. 674 van 10 december 2012 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het advies 52.616/2 van de Raad van State, gegeven op 14 januari 2013, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en van de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt, zoals bepaald in de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, die, mits naleving van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector,

1° ofwel een wachtdienst verzorgen;

2° ofwel op een andere wijze dan via opeenvolgende ploegen genoopt zijn prestaties te verrichten buiten de normale uurroosters;

3° ofwel in opeenvolgende ploegen werken.

Het is niet van toepassing :

1° op de houders van een managementfunctie of staffunctie uitgeoefend in het kader van een mandaat;

2° op de personeelsleden van de permanente eenheden van de Civiele Bescherming die een vierentwintiguursdienst moeten verrichten;

3° op de personeelsleden van de gesloten centra onder het beheer van de Dienst Vreemdelingenzaken, voor wie nachtprestaties, feestdagen of weekenden tot hun normaal uurrooster behoren;

4° aux membres du personnel qui assurent la permanence à la Direction générale du Centre de crise du Service public fédéral Intérieur;

5° aux membres du personnel des centres d'appels urgents 100, 101 et 112;

6° aux membres du personnel des services extérieurs de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires ainsi qu'aux membres du personnel du service du monitoring de la surveillance électronique de la Direction générale des Maisons de Justice;

7° aux agents civils revêtus d'une grade spécifique du département d'état-major renseignement et sécurité du Ministère de la Défense

CHAPITRE II. — Définition

Art. 2. Dans le présent arrêté, on entend par

1° fonctionnaire dirigeant : le président du comité de direction d'un service public fédéral, le président d'un service public fédéral de programmation, le président du Conseil de Direction du Ministère de la Défense, le fonctionnaire dirigeant ou l'agent chargé de la gestion journalière d'une institution publique de sécurité sociale ou d'un organisme d'intérêt public.

2° jour férié : tous les jours visés à l'article 14, § 1^{er} de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

3° nuit : la période visée à l'article 10, alinéa 2, de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public.

CHAPITRE III. — Services de garde

Art. 3. Une allocation de garde est accordée aux membres du personnel qui assurent un service de garde active ou passive.

Par service de garde passive, on entend l'obligation pour un membre du personnel, en dehors de ses heures de service, d'être joignable et disponible sans cependant devoir se déplacer.

Par service de garde active, on entend l'obligation pour un membre du personnel, en dehors de ses heures de service, non seulement d'être joignable et disponible mais aussi de pouvoir se déplacer.

Art. 4. Par période de garde « de semaine », on entend la période continue ou discontinuée, d'une durée minimum de 15 heures et d'une durée maximum de 24 heures, du lundi au vendredi.

Par période de garde « du week-end », on entend la période continue ou discontinuée, d'une durée minimum de 15 heures et d'une durée maximum de 24 heures, qui se déroule en tout ou en partie sur un samedi, un dimanche ou un jour férié.

Art. 5. Le fonctionnaire dirigeant ou son délégué décide de l'organisation de services de garde et y désigne ou y fait désigner, sur une base volontaire, les membres du personnel.

Art. 6. Les allocations forfaitaires suivantes sont octroyées aux membres du personnel :

1° une allocation forfaitaire de 20,00 euros pour un service de garde passive accompli pendant une période de garde « de semaine »;

2° une allocation forfaitaire de 30,00 euros pour un service de garde active accompli pendant une période de garde « de semaine »;

3° une allocation forfaitaire de 35,00 euros pour un service de garde passive accompli pendant une période de garde « du week-end »;

4° une allocation forfaitaire de 50,00 euros pour un service de garde active accompli pendant une période de garde « du week-end ».

Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services fédéraux s'applique également aux allocations pour service de garde. Elles sont liées à l'indice-pivot 138,01.

Art. 7. Le présent chapitre n'est pas applicable aux membres du personnel dont la fonction exige d'être joignable de manière permanente.

4° op de personeelsleden die de permanentie verzekeren binnen de Algemene Directie van het Crisiscentrum van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken;

5° op de personeelsleden van de noodoproepcentrales 100, 101 en 112;

6° op de personeelsleden van de buitendiensten van het directoraat-generaal Penitentiaire Instellingen alsook de personeelsleden van de dienst Monitoring Elektronisch Toezicht van het Directoraat-Generaal Justitiehuizen »;

7° op de burgerlijke ambtenaren bekleed met een bijzondere graad van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging.

HOOFDSTUK II. — Definitie

Art. 2. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° leidend ambtenaar : de voorzitter van het directiecomité van een federale overheidsdienst, de voorzitter van een programmatorische federale overheidsdienst, de voorzitter van de Directieraad van het Ministerie van Landsverdediging, de leidend ambtenaar of de ambtenaar belast met het dagelijks beheer van een openbare instelling van sociale zekerheid of van een instelling van openbaar nut.

2° feestdag : alle dagen bedoeld in artikel 14, § 1 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen.

3° nacht : de periode bedoeld in het artikel 10, tweede lid, van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector.

HOOFDSTUK III. — Wachtdiensten

Art. 3. Er wordt een wachttoelage toegekend aan de personeelsleden die een actieve of passieve wachtdienst verzorgen.

Onder passieve wachtdienst verstaat men de verplichting voor een personeelslid om buiten zijn diensturen bereikbaar en beschikbaar te zijn zonder zich echter te moeten verplaatsen.

Onder actieve wachtdienst verstaat men de verplichting voor een personeelslid om buiten zijn diensturen niet alleen bereikbaar en beschikbaar te zijn, maar ook om zich te kunnen verplaatsen.

Art. 4. Onder de wachtperiode « tijdens de week » verstaat men de ononderbroken of onderbroken periode, met een minimumduur van 15 uur en met een maximumduur van 24 uur, van maandag tot en met vrijdag.

Onder de wachtperiode « tijdens het weekend » verstaat men de ononderbroken of onderbroken periode, met een minimumduur van 15 uur en met een maximumduur van 24 uur, die volledig of gedeeltelijk plaatsvindt op zaterdag, zondag of een feestdag.

Art. 5. De leidend ambtenaar of zijn gemachtigde beslist over de organisatie van wachtdiensten en stelt hiervoor op vrijwillige basis personeelsleden aan of laat hen aanstellen.

Art. 6. De volgende forfaitaire toelagen worden toegekend aan de personeelsleden :

1° een forfaitaire toelage van 20,00 euro voor een passieve wachtdienst geleverd gedurende een wachtperiode « tijdens de week »;

2° een forfaitaire toelage van 30,00 euro voor een actieve wachtdienst geleverd gedurende een wachtperiode « tijdens de week »;

3° een forfaitaire toelage van 35,00 euro voor een passieve wachtdienst geleverd gedurende een wachtperiode « tijdens het weekend »;

4° een forfaitaire toelage van 50,00 euro voor een actieve wachtdienst geleverd gedurende een wachtperiode « tijdens het weekend ».

Het mobiliteitsstelsel dat van toepassing is op de lonen van het personeel van de federale diensten is eveneens van toepassing op de toelagen voor wachtdienst. Ze zijn verbonden met de spilindex 138,01.

Art. 7. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de personeelsleden van wie de functie vereist dat ze permanent bereikbaar zijn.

CHAPITRE IV. — *Prestations en dehors des horaires ordinaires de travail*

Art. 8. Une allocation est accordée aux membres du personnel qui sont astreints à des prestations en dehors des horaires ordinaires de travail.

Sont considérées comme prestations en dehors des horaires ordinaires de travail celles effectuées la nuit, ainsi que celles effectuées le samedi, le dimanche ou un jour férié.

Sont assimilées à des prestations effectuées la nuit celles effectuées entre dix-huit heures et vingt heures pour autant qu'elles se terminent à ou après vingt-deux heures.

Chaque fraction d'heure égale ou supérieure à trente minutes pour laquelle des prestations ont été effectuées en dehors des horaires ordinaires de travail est considérée comme une heure de prestation. Elle est négligée si elle n'atteint pas cette durée.

Pour l'application du présent article, ne sont pas visés :

1° les membres du personnel qui travaillent par équipes successives au sens des articles 12 et 13;

2° les membres du personnel dont l'horaire normal de travail comprend des prestations de nuit, de jour férié ou de week-end.

Art. 9. Le fonctionnaire dirigeant ou son délégué décide de l'organisation de prestations en dehors des horaires ordinaires de travail et y désigne ou y fait désigner, sur une base volontaire, des membres du personnel.

Le télétravail ne donne pas droit à l'allocation pour prestations en dehors des horaires ordinaires de travail, sauf décision expresse contraire du fonctionnaire dirigeant ou de son délégué.

Art. 10. L'allocation pour prestations en dehors des horaires ordinaires de travail est égale, par heure de prestation, à 1/1976^e du traitement annuel brut pris comme base du calcul du traitement du mois pendant lequel les prestations ont été effectuées si celles-ci ont été réalisées le dimanche ou un jour férié, ou la nuit qui précède un dimanche ou un jour férié, à 50 % de ce montant dans les autres cas..

Art. 11. Le membre du personnel astreint à des prestations en dehors des horaires ordinaires de travail peut, en lieu et place de l'allocation visée à l'article 8, opter pour un repos compensatoire.

Dans ce cas, le repos compensatoire correspond à une récupération à 200 % du temps presté si le membre du personnel a effectué des prestations le dimanche ou un jour férié, ou la nuit qui précède un dimanche ou un jour férié, et à 150 % du temps presté dans les autres cas.

Le repos compensatoire est pris au choix de l'agent moyennant accord de son supérieur hiérarchique.

CHAPITRE V. — *Travail par équipes successives*

Art. 12. Une allocation de travail par équipes successives est accordée aux membres du personnel qui l'effectuent.

Le fonctionnaire dirigeant décide de l'organisation du travail par équipes successives.

Est considéré comme travail par équipes successives le mode d'organisation du travail selon lequel les travailleurs sont occupés successivement sur les mêmes postes de travail, selon un certain rythme, y compris le rythme rotatif, et qui peut être de type continu ou discontinu, entraînant pour les travailleurs la nécessité d'accomplir un travail à des heures différentes sur une période donnée de jours et de semaines.

Le travail par équipes successives s'effectue sur une base volontaire sauf si le membre du personnel a été recruté pour une fonction qui l'exige, s'il y a sollicité son affectation ou sa mutation ou si son contrat de travail le prévoit.

Les membres du personnel dont l'horaire comprend des prestations ordinaires de plus de 10 heures pendant une période de 24 heures ne sont pas considérés comme travaillant en équipes successives.

Art. 13. L'allocation pour travailler en équipes successives est égale, par heure de prestation, à un pourcentage de 1/1976^e du traitement annuel brut pris comme base du calcul du traitement du mois pendant lequel le travail par équipes successives a été effectué.

Ce pourcentage est de :

1° 10 % lorsque les membres du personnel travaillent uniquement la semaine sans effectuer de travail entre vingt-deux heures et six heures;

2° 15 % lorsque les membres du personnel travaillent la semaine et le week-end sans effectuer de travail entre vingt-deux heures et six heures;

HOOFDSTUK IV. — *Prestaties buiten de normale uurroosters*

Art. 8. Een toelage wordt toegekend aan de personeelsleden die genoopt zijn prestaties te verrichten buiten de normale uurroosters.

Als prestaties buiten de normale uurroosters worden beschouwd de prestaties verricht tijdens de nacht en de prestaties verricht op zaterdag, zondag of feestdagen.

Worden gelijkgesteld met prestaties verricht tijdens de nacht, de prestaties verricht tussen achttien uur en twintig uur voor zover deze eindigen te of na tweeëntwintig uur.

Elk deel van een uur, gelijk aan of meer dan dertig minuten, waarin prestaties zijn verricht buiten de gewone werkuren, wordt beschouwd als een werkuur. Het wordt weggelaten als het deze duur niet bereikt.

Voor de toepassing van dit artikel worden niet bedoeld :

1° de personeelsleden die in opeenvolgende ploegen werken in de zin van de artikelen 12 en 13;

2° de personeelsleden van wie het normale uurrooster prestaties 's nachts, tijdens feestdagen of tijdens het weekend omvat.

Art. 9. De leidend ambtenaar of zijn gemachtigde beslist over de organisatie van prestaties buiten de normale uurroosters en stelt hiervoor op vrijwillige basis personeelsleden aan of laat hen aanstellen.

Telewerk geeft geen recht op de toelage voor prestaties buiten de normale uurroosters, behoudens uitdrukkelijk andersluidende beslissing van de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde.

Art. 10. De toelage voor prestaties buiten de normale uurroosters is, per uur prestatie, gelijk aan 1/1976^{ste} van de brutojaarwedde, genomen als basis voor de berekening van de wedde van de maand waarin de prestaties verricht werden, indien deze geleverd werden op een zon- of feestdag of de nacht die aan een zon- of feestdag voorafgaat, aan 50 % van dit bedrag in de andere gevallen.

Art. 11. Het personeelslid dat genoopt is prestaties te verrichten buiten de normale uurroosters kan, in plaats van de toelage bedoeld in artikel 8, opteren voor een inhaalrust.

In dat geval stemt de inhaalrust overeen met een recuperatie aan 200 % van de gepresteerde tijd als het personeelslid prestaties heeft verricht op een zondag of een feestdag of de nacht die aan een zon- of feestdag voorafgaat en aan 150 % van de gepresteerde tijd in de andere gevallen.

De inhaalrust wordt genomen naar keuze van de ambtenaar mits toestemming van de hiërarchische meerdere.

HOOFDSTUK V. — *Werk in opeenvolgende ploegen*

Art. 12. Een toelage voor werk in opeenvolgende ploegen wordt toegekend aan de personeelsleden die dergelijk werk verrichten.

De leidend ambtenaar beslist over de organisatie van het werk in opeenvolgende ploegen.

Als werk in opeenvolgende ploegen wordt beschouwd een regeling van de arbeid in ploegen, waarbij de werknemers na elkaar op dezelfde plek werken, volgens een bepaald rooster, ook bij toerbeurt en al dan niet continu, met als gevolg dat de werknemers over een bepaalde periode van dagen of weken op verschillende tijden moeten werken.

Het werk in opeenvolgende ploegen gebeurt op vrijwillige basis, behalve indien het personeelslid aangeworven werd voor een functie die het vereist, indien hij verzocht heeft ertoe aangewezen te worden of ernaar overgeplaatst te worden of indien zijn arbeidsovereenkomst erin voorziet.

De personeelsleden van wie het uurrooster gewone prestaties van meer dan 10 uur gedurende een periode van 24 uur omvat, worden niet beschouwd als werkend in opeenvolgende ploegen.

Art. 13. De toelage voor het werken in opeenvolgende ploegen is, per uur prestatie, gelijk aan een percentage van 1/1976^{ste} van de brutojaarwedde genomen als basis voor de berekening van de wedde van de maand waarin het werken in opeenvolgende ploegen verricht werd.

Dit percentage bedraagt :

1° 10 % wanneer de personeelsleden enkel tijdens de week werken zonder werk te verrichten tussen tweeëntwintig uur en zes uur;

2° 15 % wanneer de personeelsleden tijdens de week en het weekend werken zonder werk te verrichten tussen tweeëntwintig uur en zes uur;

3° 20 % lorsque les membres du personnel travaillent la semaine, le week-end et entre vingt-deux heures et six heures;

4° 25 % lorsque les membres du personnel travaillent uniquement le week-end et entre vingt-deux heures et six heures, ou l'un des deux semaines. Toutefois, des prestations effectuées de vingt à vingt-deux heures ou de six à huit heures peuvent être prises en compte, n'importe quel jour, si elles n'excèdent pas 25 % du total de la prestation.

L'allocation de travail par équipes successives est payée mensuellement à terme échu.

CHAPITRE VI. — Dispositions communes et finales

Art. 14. Chaque service fédéral fournit au ministre de la Fonction publique un rapport annuel complet sur l'application du présent arrêté.

Art. 15. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 4 août 2004;

2° l'arrêté royal du 20 juillet 1981 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations dominicales ou nocturnes à certains membres du personnel de l'Institut géographique national, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 2001;

3° l'arrêté royal du 13 août 1984 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, modifié par les arrêtés royaux du 11 mars 2003 et 2 mai 2005;

4° l'arrêté royal du 3 février 2002 réglant l'octroi d'une allocation pour travail supplémentaire à certains membres du personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

5° l'arrêté royal du 20 septembre 2002 réglant certaines prestations irrégulières de certains agents du ministère de l'Emploi et du Travail, du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, de l'Office national de l'Emploi et de l'Office national de Sécurité sociale;

6° l'arrêté royal du 21 janvier 2005 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

7° l'arrêté royal du 2 juillet 2008 octroyant une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Service public fédéral Intérieur surveillant le respect de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et ses arrêtés d'exécution, la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé et ses arrêtés d'exécution et la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football;

8° l'arrêté royal du 18 septembre 2008 octroyant une allocation aux agents de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire qui assurent un service de garde à domicile, modifié par l'arrêté royal du 7 octobre 2011;

9° l'article 4 de l'arrêté ministériel du 12 avril 1965 relatif à l'octroi de certaines indemnités et allocations à divers agents du Ministère des Finances;

10° l'arrêté ministériel du 19 octobre 1967 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du département de la Défense nationale, modifié par l'arrêté ministériel du 4 décembre 2001;

11° l'arrêté ministériel du 31 juillet 1969 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Ministère de l'Intérieur, modifié par l'arrêté ministériel du 3 mai 2002;

12° l'arrêté ministériel du 15 novembre 1989 portant octroi d'une allocation pour sujétions spéciales à certains agents du Ministère des Finances, modifié par l'arrêté ministériel du 15 juillet 2002;

13° l'arrêté ministériel du 16 janvier 1998 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture;

14° l'arrêté ministériel du 5 janvier 1999 relatif à l'octroi d'une allocation à certains membres du personnel civil qui assurent un service de garde à domicile, modifié par l'arrêté ministériel du 4 décembre 2001;

15° l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

3° 20 % wanneer de personeelsleden tijdens de week, tijdens het weekend en tussen tweeëntwintig uur en zes uur werken;

4° 25 % wanneer de personeelsleden uitsluitend tijdens het weekend en tussen tweeëntwintig uur en zes uur werken, of enkel een van beide. Prestaties verricht van twintig tot tweeëntwintig uur of van zes tot acht uur, om het even welke dag, mogen evenwel in aanmerking worden genomen indien ze niet meer dan 25 % van het totaal van de prestatie bedragen.

De toelage voor werk in opeenvolgende ploegen wordt maandelijks na vervallen termijn betaald.

HOOFDSTUK VI. — Gemeenschappelijke bepalingen en slotbepalingen

Art. 14. Elke federale dienst verschaft de minister van Ambtenarenzaken een volledig jaarlijks rapport over de toepassing van dit besluit.

Art. 15. Worden opgeheven :

1° het besluit van de Regent van 30 maart 1950 de toekenning regelend van toelagen wegens buitengewone prestaties, laatste gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 2004;

2° het koninklijk besluit van 20 juli 1981 tot regeling van de toekenning van een toelage voor zondags- en nachtarbeid aan sommige leden van het personeel van het Nationaal geografisch instituut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 2001;

3° het koninklijk besluit van 13 augustus 1984 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het National Instituut voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 11 maart 2003 en 2 mei 2005

4° het koninklijk besluit van 3 februari 2002 de toekenning regelend van een toelage wegens overwerk aan sommige personeelsleden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

5° het koninklijk besluit van 20 september 2002 tot regeling van bepaalde onregelmatige prestaties van zekere personeelsleden van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

6° het koninklijk besluit van 21 januari 2005 tot toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

7° het koninklijk besluit van 2 juli 2008 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken dat toeziet op de naleving van de wet van 10 april 1999 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid en haar uitvoeringsbesluiten, de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective en haar uitvoeringsbesluiten en de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden;

8° het koninklijk besluit van 18 september 2008 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen die een wachtdienst ten huize verzekeren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 oktober 2011;

9° het artikel 4 van het ministerieel besluit van 12 april 1965 betreffende de toekenning van sommige vergoedingen en toelagen aan verschillende personeelsleden van het Ministerie van Financiën;

10° het ministerieel besluit van 19 oktober 1967 tot toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het departement van Landsverdediging, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 4 december 2001;

11° het ministerieel besluit van 31 juli 1969 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 3 mei 2002;

12° het ministerieel besluit van 15 november 1989 houdende toekenning van een toelage voor bijzondere dienstverplichtingen aan sommige ambtenaren van het ministerie van Financiën, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 15 juli 2002;

13° het ministerieel besluit van 16 januari 1998 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het Ministerie van Middenstand en Landbouw;

14° het ministerieel besluit van 5 januari 1999 betreffende het verlenen van een toelage aan sommige leden van het burgerpersoneel die een wachtdienst ten huize verzekeren, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 4 december 2001;

15° het ministerieel besluit van 14 januari 2000 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

16° l'arrêté ministériel du 5 février 2001 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières à certains membres du personnel des établissements scientifiques fédéraux relevant du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions;

17° l'arrêté ministériel du 18 octobre 2002 octroyant une indemnité de garde à certains membres du personnel en service dans les centres fermés du Ministère de l'Intérieur;

18° l'arrêté ministériel du 12 juillet 2004 octroyant des compensations aux agents du Service des Tutelles et de l'autorité centrale d'Entraide civile du Service public fédéral Justice qui assurent un service de garde à domicile, modifié par l'arrêté ministériel du 5 octobre 2009;

19° l'arrêté ministériel du 15 décembre 2005 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Service public fédéral Personnel et Organisation;

20° l'arrêté ministériel du 12 octobre 2007 octroyant une allocation pour service de garde aux membres du personnel du Conseil du Contentieux des Étrangers du Service public fédéral Intérieur qui assurent un service de garde, modifié par l'arrêté ministériel du 5 mars 2012;

21° l'arrêté ministériel du 3 juillet 2008 octroyant une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Service public fédéral Intérieur qui reçoit en dehors des heures de bureau les déclarations de perte, vol ou destruction des cartes d'identité électronique;

22° l'arrêté ministériel du 27 octobre 2009 octroyant une allocation aux membres du personnel du Service public fédéral Santé publique, sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement qui, suite à une situation de crise, assurent un service de garde et/ou fournissent des prestations irrégulières;

23° l'arrêté ministériel du 28 octobre 2009 octroyant une allocation aux membres du personnel de l'Institut scientifique de Santé publique qui, suite à une situation de crise, assurent un service de garde et/ou fournissent des prestations irrégulières;

24° l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 octroyant une allocation aux membres du personnel du Centre d'Etude et de Recherches vétérinaires et agrochimiques qui, suite à une situation de crise, assurent un service de garde et/ou fournissent des prestations irrégulières.

Art. 16. Dans l'intitulé de l'arrêté ministériel du 24 septembre 1998 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières aux membres du personnel du Service Public Fédéral Justice, modifié par l'arrêté ministériel du 5 août 2002, les mots « aux membres du personnel » sont remplacés par les mots « à certains membres du personnel ».

Art. 17. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 5 août 2002, les mots « du Service Public Fédéral Justice » sont remplacés par les mots « des services extérieurs de la Direction générale des Établissements pénitentiaires ainsi qu'aux membres du personnel du service du monitoring de la surveillance électronique de la Direction générale des Maisons de Justice ».

Art. 18. L'article 4 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels du 5 août 2002 et 4 mars 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Les prestations nocturnes sont celles accomplies entre 18 heures et 8 heures ».

Art. 19. Dans l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 4 mars 2010, le *b*) est remplacé par ce qui suit : « *b*) pour les prestations nocturnes, par heure de prestation : 2,5 euros ».

Art. 20. Dans l'alinéa 1^{er} de l'article 7*bis* du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 11 octobre 2010, les mots « alinéa 2 » sont supprimés.

16° het ministerieel besluit van 5 februari 2001 houdende regeling van de toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan sommige personeelsleden van de federale wetenschappelijke instellingen die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort;

17° het ministerieel besluit van 18 oktober 2002 tot toekenning van een wachtvergoeding aan sommige personeelsleden in dienst in de gesloten centra van het Ministerie van Binnenlandse Zaken;

18° het ministerieel besluit van 12 juli 2004 tot toekenning van compensaties aan de personeelsleden van de Dienst Voogdij en de centrale autoriteit Rechtshulp in Burgerlijke Zaken bij de Federale Overheidsdienst Justitie die een wachtdienst ten huize verzekeren, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 5 oktober 2009;

19° het ministerieel besluit van 15 december 2005 tot regeling van de toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties voor de personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie;

20° het ministerieel besluit van 12 oktober 2007 tot toekenning van een wachttoelage aan de personeelsleden van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken die wachtdienst verzekeren, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 5 maart 2012;

21° het ministerieel besluit van 3 juli 2008 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken dat buiten de kantooruren de aangiften van verlies, diefstal of vernieling van elektronische identiteitskaarten ontvangt;

22° het ministerieel besluit van 27 oktober 2009 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, die ten gevolge van een crisissituatie een wachtdienst dienen te verzekeren en/of onregelmatige prestaties dienen te leveren;

23° het ministerieel besluit van 28 oktober 2009 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid, die ten gevolge van een crisissituatie een wachtdienst dienen te verzekeren en/of onregelmatige prestaties dienen te leveren;

24° het ministerieel besluit van 29 oktober 2009 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het Centrum voor Onderzoek in diergeneeskunde en agrochemie, die ten gevolge van een crisissituatie een wachtdienst dienen te verzekeren en/of onregelmatige prestaties dienen te leveren.

Art. 16. In het opschrift van het ministerieel besluit van 24 september 1998 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan de personeelsleden van het Federale Overheidsdienst Justitie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 augustus 2002, worden de woorden « aan de personeelsleden » vervangen door de woorden « aan sommige personeelsleden ».

Art. 17. In artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 5 augustus 2002, worden de woorden « het Federale Overheidsdienst Justitie » vervangen door de woorden « de buitendiensten van het Directoraat-Generaal Strafinrichtingen alsook de personeelsleden van de dienst Monitoring Elektronisch Toezicht van het Directoraat-Generaal Justitiehuisen ».

Art. 18. Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministerieel besluiten van 5 augustus 2002 en 4 maart 2010, wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. Nachtprestaties zijn die welke tussen 18 en 8 uur verricht worden. ».

Art. 19. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 4 maart 2010, wordt het *b*) vervangen als volgt : « *b*) voor de nachtprestaties, per uur prestatie : 2,5 euro ».

Art. 20. In het eerste lid van artikel 7*bis*, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 11 oktober 2010, worden de woorden « tweede lid » geschrapt.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 15, 1^o et de l'article 15, 20^o qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Art. 22. Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 11 février 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances et du Développement durable,
chargé de la Fonction publique,
S. VANACKERE

Le Secrétaire d'Etat à la fonction publique,
H. BOGAERT

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin het gepubliceerd wordt in het *Belgisch Staatsblad* met uitzondering van artikel 15, 1^o en artikel 15, 20^o die in werking treden op 1 januari 2014.

Art. 22. De ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 11 februari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling,
belast met Ambtenarenzaken,
S. VANACKERE

De Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken,
H. BOGAERT

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2013/03035]

31 JANVIER 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal organique des services autres qu'opérationnels du Service public fédéral Finances

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 37;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif au Service interne pour la Prévention et la Protection au Travail, l'article 16;

Vu l'arrêté royal du 3 décembre 2009 organique des services autres qu'opérationnels du Service public fédéral Finances;

Considérant que le conseiller en prévention chargé de la direction du Service interne pour la Prévention et la Protection au Travail doit relever directement du Président du comité de direction, ce qui implique que ce service ne peut plus être placé sous la responsabilité du Directeur du service d'encadrement Logistique;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 novembre 2012;

Vu l'avis du Comité de direction du Service public fédéral Finances, donné le 30 novembre 2012;

Vu l'avis motivé du 17 janvier 2013 du Comité supérieur de concertation du Secteur II – Finances;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 4, 4^o, de l'arrêté royal du 3 décembre 2009 organique des services autres qu'opérationnels du Service public fédéral Finances, les mots « le service interne de Prévention et de Protection au travail » sont abrogés.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 janvier 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
S. VANACKERE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2013/03035]

31 JANUARI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit houdende regeling van de diensten andere dan operationele van de Federale Overheidsdienst Financiën

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 37;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk, artikel 16;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 december 2009 houdende regeling van de diensten andere dan operationele van de Federale Overheidsdienst Financiën;

Overwegende dat de preventieadviseur belast met de leiding van de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het werk rechtstreeks dient af te hangen van de Voorzitter van het directiecomité, wat impliceert dat deze dienst niet langer geplaatst kan worden onder het gezag van de Directeur van de Stafdienst Logistiek;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 november 2012;

Gelet op het advies van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën, gegeven op 30 november 2012;

Gelet op het met redenen omkleed advies van 17 januari 2013 van het Hoog Overlegcomité van Sector II – Financiën;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 4, 4^o, van het koninklijk besluit van 3 december 2009 houdende regeling van de diensten andere dan operationele van de Federale Overheidsdienst Financiën, worden de woorden « de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk » opgeheven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De minister bevoegd voor de Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 januari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
S. VANACKERE